

"Le prophète de Zurich" dans Süddeutsche Zeitung (20 septembre 1996)

Légende: Cinquante ans après le discours prononcé le 19 septembre 1946 par Winston Churchill, ancien Premier ministre britannique, à l'Université de Zürich, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung analyse les répercussions de la vision de Churchill sur l'avenir de l'Europe.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. 20.09.1996. München: Süddeutscher Verlag. "Der Prophet von Zürich", auteur:Joffe, Josef, p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_prophete_de_zurich_dans_suddeutsche_zeitung_20_septembre_1996-fr-227bc740-b577-4ec7-a2f8-27752b0c5c01.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le prophète de Zurich

par Josef Joffe

Un «partenariat franco-allemand», les «États-Unis d'Europe», voilà ce qu'il voulait obtenir à Zurich il y a exactement 50 ans. Qui? Jean Monnet? Konrad Adenauer? Non, c'était le Britannique Winston Churchill, Premier ministre pendant la guerre, qui incarnait l'attitude classique d'Albion: le cas échéant seul contre tous, mais en tout cas contre le tyran européen du moment, qu'il s'appelât Philippe, Napoléon ou Adolf. Le voilà soudain à l'université de Zurich, seize mois seulement après le plus terrible carnage de l'histoire, qui prêchait la réconciliation avec les Allemands, l'union de tous les Européens.

Qu'un jour cette vision deviendrait une réalité, fût-elle partielle, personne ne pouvait l'imaginer en 1946, au moment où l'Europe gisait littéralement en ruines et où l'Allemagne était le pays le plus haï du monde. Si nous regardons en 1996 derrière les querelles quotidiennes sur l'union monétaire, les subventions à Volkswagen ou la réglementation sur les bananes, nous voyons que, depuis cinquante ans, il n'y a plus eu de guerre entre les États en Europe, alors que pendant des siècles, la paix n'a jamais été qu'une pause entre deux conflits armés.

La France et l'Allemagne, ennemies mortelles et héréditaires? Lorsqu'en 1946 Churchill a parlé du «partenariat», la France s'y est opposée furieusement. Et aujourd'hui? «Boche» et «Franzmann» forment un «couple» et roulent en «tandem». Nous allons en avion de Munich à Nice sans avoir à présenter notre passeport, nous formons une armée commune, l'Eurocorps, et nous éprouvons même de la sympathie les uns pour les autres, comme les sondages ne cessent de l'indiquer.

Les «États-Unis d'Europe»? Une bonne nouvelle pour commencer. Churchill, qui ne manquait pas de perspicacité, avait déjà compris à ce moment-là qu'une «ère glaciaire» commençait à s'étendre sur l'Europe à l'est du «rideau de fer» (ce mot est de lui). C'est ainsi qu'il parlait des membres de la «famille européenne» qui ne pouvaient pas encore adhérer à l'«Union». Mais ce miracle, lui aussi, est presque devenu réalité. L'Allemagne est réunifiée, et les habitants de l'Europe centrale et de l'Est sont pressés d'adhérer à l'UE.

La moins bonne nouvelle? Il existe un marché commun, nous trouvons partout les prémices d'une politique communautaire, mais les «États-Unis d'Europe» ne se feront pas de notre vivant. L'exubérance des années 40 a disparu depuis longtemps; les hommes profitent des avantages qui leur sont offerts, mais ils n'ont pas transféré leur loyauté de Paris, Bonn ou Rome à Bruxelles ou Strasbourg. Il en est des «États-Unis d'Europe» comme du passeport européen: la couleur est la même partout, mais sur le fond bordeaux se détache le symbole national.

Le président Herzog n'avait donc pas tout à fait raison lorsqu'il a déclaré, au congrès des historiens à Munich, qu'«à la fin de ce siècle», nous étions sur le point «de dépasser la forme de l'État national», que l'État national «tire sa révérence», qu'il «a vécu». Il ne faut pas être un nationaliste acharné pour reconnaître au premier coup d'œil que l'État national, qui est né il y a 500 ans et qui a mûri depuis, se porte à merveille.

Certes, ses frontières sont ébréchées en bien des endroits; il ne peut décider seul, souverainement, ni de son taux de change, ni de sa politique économique, ni de sa défense. Mais déjà du temps de Sparte, les États étaient contraints de conclure des alliances; déjà sous le règne de l'étalon-or, au XIX^e siècle, les États ne pouvaient pas fixer seuls les taux de change ou d'intérêt. S'il est vrai qu'un État ne peut aborder certaines tâches qu'en accord avec d'autres, ce n'est pas là un fait nouveau ni une preuve de son déclin.

Au contraire, l'État national moderne est florissant et prospère, il est aujourd'hui plus puissant que jamais. Il suffit de considérer la croissance incessante des dépenses des États au cours de ce siècle. Elles dépassent aujourd'hui 50 % du produit national en Allemagne. Cela signifie clairement que l'État national a accaparé des tâches de plus en plus nombreuses, qu'il contrôle et régleme de plus en plus, qu'il impose de plus en plus, non seulement à ses citoyens, mais aussi à ses voisins, la certitude que tous les chemins mènent à Rome – à la capitale. Celui qui a tant à faire et à distribuer n'est pas un nain, c'est un Béhémoth.

La nation (ou ce qui se considère comme telle) n'est pas disposée à abdiquer; au contraire, elle reprend, avec éclat et effusion de sang, ce qui lui a été enlevé au cours de la guerre froide: prenez l'exemple des Balkans, de la Tchétchénie, de l'Irlande du Nord, du Kurdistan. Si l'État national avait effectivement perdu sa fonction, il ne s'en constituerait pas des nouveaux chaque jour. Une cinquantaine d'États se sont rassemblés après la guerre au sein des Nations unies; bientôt, ils seront 200.

Pourtant, la vision de Churchill a pris forme, du moins en Europe. Le mal qui entachait l'État national, le nationalisme hautain, sanguinaire, a effectivement disparu à l'ouest des Balkans. Peut-on imaginer qu'un jour les Allemands et les Français s'affrontent à nouveau avec, sur les lèvres, des chants de haine? Non, et c'est là le vrai miracle que Churchill a appelé de ses prières à Zurich et qui, depuis, est si fermement ancré dans nos cerveaux que nous ne nous en rendons même plus compte. C'est pourquoi nous remarquons à peine les représentants de la nouvelle droite qui cherchent à séduire en parlant d'«identité», de «patrie», de «fierté nationale». L'État national fonctionne, mais il en est du nationalisme comme du journal d'hier, nous en avons pris connaissance et puis nous nous en sommes débarrassé. *De cela*, les Allemands et les Européens peuvent être fiers.